

# Historique

Par Gabriel Cohn-Bendit fondateur

« Qui eut dit lors de l'assemblée constitutive du REPTA en novembre 2003,- nous n'étions qu'une dizaine de présents, représentant d'ONG, de collectivités territoriales, d'entreprises -, que trois ans plus tard, en novembre 2006, notre toute jeune association réussirait à réunir à Ouagadougou pendant trois jours de travail intensif, plus de 150 responsables africains et une quarantaine de français, maires, présidents de régions, militants associatifs, responsables ministériels de sept pays de la sous région et de France pour débattre des actions et des stratégies mises en place ou à mettre en place pour les exclus des systèmes éducatifs ? Reprenons rapidement cette courte mais riche histoire ».



## 2001

### Une idée qui avortera

C'est un conseiller de Jack Lang au Ministère de l'Education nationale qui, en 2001, lança l'idée d'une fondation regroupant pouvoirs publics, associations et entreprises avec comme priorité l'éducation de base dans les pays du « sud ». L'opposition du ministère des Affaires étrangères de l'époque fit capoter cette bonne idée.

## 2004

### Naissance du REPTA en France

Le projet, repris en 2002, est immédiatement soutenu par des responsables de toutes tendances politiques et de tous les milieux qu'ils soient associatifs, industriels ou élus de collectivités territoriales. L'assemblée constitutive de ce qui deviendra le REPTA se tient à l'Agence Française de Développement, le 6 novembre 2003 et c'est le 20 janvier 2004 que le Journal Officiel annonce la bonne nouvelle : la naissance du REPTA.

2004 verra se développer les adhérents et partenaires du REPTA, le pôle entreprises ; le groupe Bolloré, le groupe CFAO, le Point Afrique, le pôle collectivités territoriales : région Ile de France, Pays de la Loire, Bretagne et Rhône Alpes les villes de Bègles, Millau, Vitré, et le pôle associatif : le Groupement des Retraités Educateurs sans Frontière (GREF) Aide et Action, l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP).

Nous avons aussi mis en place un comité de parrainage présidé par Le président Abdou Diouf ou l'on retrouve des élus tous les courants politiques démocratiques français, Marie-Hélène Aubert (Verts), Jean Louis Bianco (Socialiste), Jacques Godfrain (UMP), Jean-Claude Lefort (PC), Alain Madelin (UMP), Noël Mamère (Verts), Pierre Méhaignerie (UMP), Bruno Joncour (UDF). Mais aussi des représentants de la société civile : Jean Gasol, président de la CAMIF et de Solidarité Laïque, Maurice Freund, président directeur du Point Afrique, François Régis Hutin Directeur de Ouest-France, Hubert Reeves astrophysicien, Henry Rouillé d'Orfeuil président de Coordination S.U.D. Des discussions se sont immédiatement engagées sur les actions possibles à mettre en place.

Le groupe Bolloré et CFAO présents au Burkina et tout particulièrement à Bobo se sont

engagés en partenariat avec la Région Rhône Alpes, Ouest France et le GREF, à créer un lieu de formation pour les enfants qui vivent dans la rue. Trois fois par semaine un jeune « alphabétiseur » Isaac viendra leur apprendre à lire et écrire dans leur langue le djula.

Cette année ils auront aussi des activités orales de français. Quand ils maîtriseront l'écriture et la lecture de leur langue, ils passeront au Français écrit avec toutes ses difficultés. Rappelons que toutes les langues africaines ont été transcrites phonétiquement « un son une lettre.

Le centre leur permettra aussi d'autres activités : jardinage, jonglage, marionnettes et échasses, cinéma et théâtre, jeux. [Voir page l'alphabétisation des enfants de Bobo](#)

L'ouverture de classes de la deuxième chance qui sont proposées à des villages pour tous les enfants de 9 à 13 ans qui n'ont pas eu la chance de pouvoir être scolarisés. Ces classes sont dans les écoles, elles en font partie intégrante. Elles sont donc amenées à disparaître puisque tous les autres enfants auront été scolarisés.

Ces classes ont intéressé les régions Bretagne et Pays de la Loire. Il ne restait plus qu'à les mettre en place. [Voir page les classes de la deuxième chance du Niger](#)

## 2005

### **Le REPTA se développe, les projets se mettent en place**

Plusieurs voyages au Niger et au Burkina permettent de prendre contact avec les autorités villageoises, les responsables des Ministère de l'éducation de base et les associations partenaires, on élabore des projets de budget et fin 2005 les différentes actions vont se mettre en place.

En 2005, le Groupement des Retraités Educateurs sans Frontières (GREF), fête ses 15 ans. Il aimerait à cette occasion lors de ses rencontres nationales à Lille au mois de juin faire venir une cinquantaine de partenaires africains. Il

demande l'appui du REPTA qui mobilise son réseau qui entre temps s'était renforcé par l'adhésion des régions Centre et Basse Normandie, du Département des Côtes d'Armor et de plusieurs ONG Tarbiyya Tatali, PAN-projet Africain et ATD Quart Monde.

Les rencontres de Lille précédées de rencontres dans différentes régions seront un succès.

## 2006

### **Le vrai départ**

L'année 2006 sera une année exceptionnelle pour le REPTA, les actions tant au Burkina qu'au Niger se mettent en place. A la suite des rencontres de Lille, des REPTA voient le jour dans plusieurs pays africains, Sénégal, Burkina, Niger, et nous préparons les rencontres de Ouaga.

Pour donner un sens à son réseau l'association crée des événements pour tout ou partie de ses partenaires au cours desquels les grandes orientations sont prises.

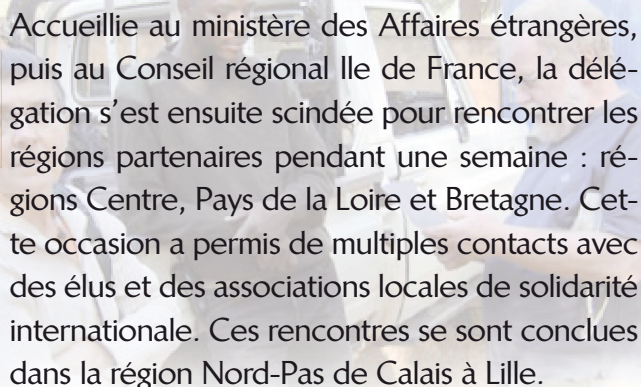
## **L**e sens des rencontres

Pour donner un sens à son réseau l'association crée des événements pour tout ou partie de ses partenaires au cours desquels les grandes orientations sont prises.

### **Les rencontres de Lille en 2005**

Les premières rencontres franco-africaines ont réuni quarante six représentants du Bénin, Burkina-Faso, Mali, Niger, Sénégal, Togo et Madagascar.

Il y avait parmi eux : des élus des collectivités territoriales, des représentants des ministères de l'Éducation de Base, des représentants des ONG et des acteurs de terrain travaillant dans le domaine de l'Éducation pour tous.



Accueillie au ministère des Affaires étrangères, puis au Conseil régional Ile de France, la délégation s'est ensuite scindée pour rencontrer les régions partenaires pendant une semaine : régions Centre, Pays de la Loire et Bretagne. Cette occasion a permis de multiples contacts avec des élus et des associations locales de solidarité internationale. Ces rencontres se sont conclues dans la région Nord-Pas de Calais à Lille.

Le thème principal en était alors « les priorités de l'Education pour tous en Afrique ».

L'objectif premier était d'améliorer la compréhension mutuelle des enjeux en réunissant des acteurs représentatifs et impliqués dans le domaine de l'éducation, c'était aussi d'identifier ensemble des pistes de travail et d'expérimentation et de créer ou de renforcer les liens des réseaux de coopération, à la fois entre partenaires français et africains et entre représentants africains.

Lors de la synthèse finale des travaux, les partenaires africains ont unanimement souligné l'importance de telles rencontres tant en France qu'en Afrique, regroupant des acteurs aussi différents que pouvoirs publics, collectivités territoriales et associations.

Ils ont affirmé alors leur volonté :

- 🌍 d'initier un réseau pour l'Education pour tous dans leurs pays,
- 🌍 de capitaliser leurs expériences par la création d'un Observatoire de l'innovation,
- 🌍 de rendre pérennes de telles rencontres pour faciliter l'élaboration de stratégies partenariales nouvelles.

Afin de concrétiser les résolutions prises à Lille, le REPTA a pris la décision de soutenir l'organisation des premières Rencontres africano-françaises, programmées fin novembre 2006 au Burkina Faso à Ouagadougou.

Pour cela, il a appelé tous ses membres et partenaires à s'investir à ses côtés.

## Les rencontres de Ouagadougou en 2006

Le REPTA-France a engagé le travail d'organisation des Rencontres avec ses correspondants

dans chaque pays, notamment les REPTA locaux et plus particulièrement avec l'équipe du Burkina Faso.

Sur le thème : « Pour les exclus de l'école, de la petite enfance à l'adolescence, quelles sont les pratiques innovantes et efficaces dans les domaines de l'alphabétisation et de la formation ? »

Au total 180 personnes, de neuf pays (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, France, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal et Togo), responsables associatifs, élus locaux et nationaux, représentants des administrations, acteurs de terrain et acteurs économiques ont témoigné d'expériences et de projets sur lesquels ils oeuvrent, notamment dans le cadre d'actions partenariales en direction des exclus.

Avant les Rencontres, ont été recensées chez les participants, des actions en cours de réalisation répondant au thème des travaux : « Pour les exclus de l'école, de la petite enfance à l'adolescence, quelles sont les pratiques innovantes et efficaces dans les domaines de l'alphabétisation et de la formation ? »

Pendant les Rencontres, à partir de ces actions recensées et de témoignages, tant en plénières qu'en ateliers, il a été capitalisé des pratiques innovantes alternatives, et posé les bases de l'observatoire de l'innovation.

## Les perspectives du REPTA

Aujourd'hui en 2007 quelles sont nos tâches prioritaires pour l'avenir immédiat ?

### Mise en place du Réseau International.

La création de REPTA dans plusieurs pays nous impose de mettre en place une coordination internationale, nous devons y réfléchir tous ensemble.

Ce que nous appellerons désormais le REPTA France s'était donné pour tâches de rassembler des acteurs aussi différents que ONG, col-

lectivités territoriales et entreprises pour réfléchir ensemble et mettre en place des actions en faveur des exclus des systèmes éducatifs en Afrique en partenariat avec des acteurs africains. Les REPTA africains deviennent ces partenaires privilégiés. Nous devons apprendre à prendre des décisions ensemble.

Mais il y a de grandes différences dans la composition du REPTA France et dans celle des REPTA africains. Ces derniers se composent certes de représentants de collectivités territoriales et d'ONG comme le REPTA France mais aussi de représentants des pouvoirs publics, Ministère de l'Éducation de Base ou de l'Action Sociale, alors que les pouvoirs publics sont absents, si ce n'est à titre d'observateurs, de notre réseau en France. Par contre les entreprises sont très présentes, même si c'est encore insuffisamment dans le REPTA France. De ce fait le REPTA France joue un rôle de « bailleur de fonds », grâce auxquels des actions peuvent se mettre en place et des rencontres comme celle de Ouagadougou avoir lieu.

Ce qui donne une responsabilité au REPTA France, y compris dans le suivi des actions, par rapport à ses membres bailleurs de fonds.

Nous allons apprendre à travailler ensemble.

## Mise en place de l'Observatoire des pratiques innovantes.

Les rencontres de Ouagadougou nous ont permis de discuter et d'imaginer ce que pourrait être cet Observatoire. Nous sommes en train de mettre en place les outils institutionnels et conceptuels qui permettront à cet Observatoire d'être un outil collectif et démocratique.

Comme l'a dit notre président Mamadou Ndoye cet observatoire n'existe pas pour ce qui concerne les exclus des système éducatifs.

## Mise en place d'autres actions dans d'autre pays.

Lorsque nous discussions avec les groupes CFAO, Bolloré ou certaines collectivités territoriales des actions possibles, le leitmotiv était

toujours réussissons les premières, ne nous dispersons pas.

Je pense que quelques soient les difficultés rencontrées, en particulier pour les classes de la deuxième chance et qu'il serait absurde de nier, le bilan est « globalement » très positif.

Alors nous envisageons de mettre en place des classes nomades avec la région Centre au Mali en partenariat avec la région de Mopti et l'association Delta Survie.

De réunir tous les partenaires qui travaillent sur des programmes « enfants des rues » à Ouagadougou comme à Dakar pour mettre nos efforts en synergie.

## Renforcement du REPTA France

A notre assemblée générale les 26 et 27 juin 2007, il est prévu à l'initiative des collectivités territoriales déjà membres ou partenaires du REPTA et sous la présidence du Conseil Régional d'Orléans où se déroulera notre assemblée, d'inviter toutes les collectivités territoriales intéressées par un Réseau comme le notre.

Nous comptons préparer quelque chose d'analogue pour notre assemblée générale en 2008 mais cette fois avec le monde de l'entreprise.

## Renforcement de l'association des « Amis du REPTA ».

Pour réussir le travail que suppose ce que nous venons de d'écrire, il faut une force militante qui dépasse de loin les possibilités du bureau du REPTA. La préparation, en France, des rencontres de Ouagadougou, comme le travail qu'a supposé cette brochure n'aurait jamais pu se faire sans le travail de forçat réalisé par une dizaine d'adhérents de l'association des « Amis du REPTA ».

Nous appelons donc au renforcement de cette association et que d'autres bénévoles viennent renforcer, ce que nous avons appelé le « bras armé » du REPTA.

